

Politique étrangère de la France : le Pakistan octobre 2006

Malgré une politique étrangère toujours tournée favorablement vers l'Occident, le Pakistan est frappé d'une image peu flatteuse. La démocratie est mise entre parenthèses depuis 1999, et le régime est accusé de ne pas respecter l'État de droit, de ne pas respecter les minorités (politiques et religieuses). À tort ou à raison, le Pakistan est vu de façon très négative par les pays musulmans (soutien de Washington) et par les pays occidentaux (rôle dans la prolifération nucléaire, terrorisme). Pour preuve, *The Economist* classait en 2004 le pays 111^e et dernier dans la liste des pays dans lesquels il fait bon vivre. Le Quai d'Orsay déconseille fortement aux ressortissants français de se rendre au Pakistan, sauf pour des 'raisons professionnelles impératives', malgré la volonté d'Islamabad de se présenter comme un régime islamique 'progressif et modéré'.

Situation géopolitique du Pakistan

Le Pakistan est un pays jeune (indépendant en 1947) et artificiel (créé en deux parties au départ, nom à l'origine brumeuse) ; il est composé d'une mosaïque d'ethnies (Penjâbis, Sindhis, Pachtounes, Baloutches, Mohajirs), unis par le seul lien de la religion musulmane (97% de la population). Le Pakistan se trouve depuis sa constitution dans une situation géopolitique précaire et complexe. Il détient une position-clé en Asie du Sud : contiguë au Moyen-Orient et à l'Asie centrale, territoire vaste, charnière entre le monde arabe et l'Asie, accès privilégié à la mer (proximité du détroit d'Ormuz, port de Karachi), ressources aquifères importantes (Indus). Depuis sa création, le Pakistan s'est tourné vers le Nord, notamment vers Pékin, et vers l'Occident, en devenant un allié de Washington. Enfin, le revirement de politique depuis le 11 Septembre (soutien actif des ÉU) lui a évité d'être classé dans les pays de l' « Axe du Mal », et il bénéficie ainsi d'une complaisance certaine de la part de Washington, en dépit des liens avérés qui le lient à la prolifération nucléaire. Ce soutien étasunien, en contrepartie, rend délicates les relations avec les pays arabes, en dépit de la proximité religieuse.

Histoire des relations diplomatiques

De 1947 à 1970, la France a essayé de développer des relations sincères avec le Pakistan. Dès 1947, la France ouvre une ambassade à Karachi, et amorce des échanges culturels et commerciaux dans le cadre de l'OTASE. Après le règlement de la question algérienne (1958), les deux politiques étrangères se rapprochent : rapprochement concomitant avec la Chine populaire, rapports français avec les pays arabes et le Viêt Nam. La coopération militaire, nucléaire, humanitaire et culturelle (inspiration du droit français) se développe. Une dizaine de traités de coopération fiscale, commerciale et culturelle sont signés.

Durant la décennie 1970, la France modifie sa politique étrangère : reconnaissance du Bangladesh (1972). La France décide de ne plus exporter de technologies nucléaires sensibles (1978). En 1979, la France demande en vain au Pakistan de ne pas exécuter l'ancien chef d'État Ali Bhutto, et l'ambassadeur français est agressé à Islamabad.

Depuis 1980, la France a tenté de relancer ses relations selon une ligne pragmatique. La diplomatie s'intéresse à nouveau à la question, et un protocole financier en faveur du Pakistan est signé en 1980 (340M FF). La France s'en tient donc à aider le Pakistan, tout en le pressant d'être plus démocratique. Les ventes d'armes représentent le principal intérêt commercial de la France. Dans le Cachemire la France demeure neutre et prône le dialogue.

Point de vue français : position officielle de Paris

La France entretient traditionnellement de bonnes relations avec le Pakistan, essentiellement en matière de défense. La crise du Kargil, les essais nucléaires (1998), le coup d'État de Musharraf (1999) et les attentats de Karachi (2002) ont refroidi l'amitié entre Islamabad et Paris. La politique française s'attache à 'renouer le dialogue' depuis 2004, au-delà des questions de terrorisme, de droits de l'homme et de prolifération nucléaire. Cette volonté est illustrée par des visites mutuelles régulières, et par l'aide accordée au Pakistan après le séisme de 2005 (dons et prêts à taux préférentiels). Paris souhaite notamment développer les relations commerciales ; les parts de marché françaises ont augmenté de 2,3% entre 2004 et 2005. La coopération culturelle et scientifique reste standard : bourses pour les étudiants venant en France, quatre Alliances françaises, fouilles archéologiques. Les parlementaires se montrent particulièrement concernés par les violations des droits de l'Homme.

Point de vue français : politique en matière de vente d'armes

Le Pakistan représente un client majeur des industries d'armement françaises : 4^e client (période 1994-2004), 2^e client en 2000 derrière l'Arabie Saoudite. Les commandes concernent avant tout l'aéronavale (chasseurs, sous-marins Agosta, dragueurs de mines, modernisation avionique, missiles Exocet). L'Inde représente le 10^e client français, mais des commandes importantes (sous-marins Scorpènes, Airbus, chasseurs) ont redynamisés les relations indiennes. Cette politique qui consiste à armer deux puissances en conflit dans une poudrière régionale est souvent dénoncée comme étant celle du 'pompiers pyromane', d'autant plus que l'UE vient de lever l'embargo des armes sur la Chine. De plus, la vente d'armes au Pakistan contrevient au Code de conduite de l'Union européenne sur les exportations d'armes (e.g. : critères 2, 3, 4, 6).

Point de vue pakistanais : position générale d'Islamabad

Vu de Paris, le Pakistan semble considérer la France avec amitié. Le rôle majeur de la France dans l'armement du Pakistan, qui n'a pas toujours pu compter sur Washington, a certainement consolidé les relations diplomatiques. Ces relations permettent à Islamabad de diversifier ses relations en Occident. En outre, la France représente un pays qui tient également beaucoup à son indépendance, qui a toujours été un soutien pour les pays arabes et qui est ouvert sur les considérations du Sud. Le régime a cependant reproché à Paris d'armer l'Inde, puisque ce pays devient un client de plus en plus important. Islamabad se déclare proche de Paris sur un certain nombre de questions, et souhaite que les coopérations se renforcent.

Point de vue indien : position générale de New Delhi

L'Inde a toujours estimé que ses relations avec la France étaient bonnes (admiration pour la politique d'indépendance), bien qu'elle les considérait comme un peu faibles, jusqu'à la signature de contrats importants en matière de défense (fin 2004). La France essaie de plus en plus, à l'instar des États-Unis, de dissocier sa politique indienne et sa politique pakistanaise. L'Inde se dit proche de la doctrine nucléaire française, et dans ce sens, voit la France comme un allié dans son conflit avec le Pakistan. En effet, la France a développé une doctrine qui relativise la puissance (l'Inde y a rajouté la règle '*No First Use*'), et insiste sur un règlement pacifique et démocratique. L'Inde voit néanmoins dans la politique de vente d'armes au Pakistan un double jeu, dans lequel les intérêts commerciaux sont supérieurs aux valeurs démocratiques : la France vend des armes à un pays qui est très complaisant avec les terroristes, alors que des Français sont morts par l'action de terroristes (2002).